

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

Publication prescrite par l'article 770
du Code civil

[2011/54904]

Succession en déshérence de M. Soenen, Norbert

M. Soenen, Norbert, né à Menen le 22 février 1921, domicilié à Menen, Kortrijkstraat 220, est décédé à Menen le 24 juin 2004, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Kortrijk a, par ordonnance du 14 décembre 2010, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Bruges, le 23 décembre 2010.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Spelier.

(54904)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek

[2011/54904]

Erfloze nalatenschap van de heer Soenen, Norbert

De heer Soenen, Norbert, geboren te Menen op 22 februari 1921, woonachtig te Menen, Kortrijkstraat 220, is overleden te Menen op 24 juni 2004, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de btw, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, bij beschikking van 14 december 2010, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brugge, 23 december 2010.

De gewestelijke directeur van de registratie,
M. Spelier.

(54904)

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2011/24064]

Accord sectoriel du 1^{er} mars 2011 visant à augmenter l'offre de produits à base de bois provenant de forêts exploitées durablement

Vu le processus de Marrakech pour des modes de production et de consommation durables porté par le PNUE (Programme des Nations unies pour l'Environnement);

Vu la Convention sur la diversité biologique, ratifiée par la Belgique le 22 novembre 1996, et l'objectif européen de mettre un terme à la perte de biodiversité d'ici 2010;

Vu la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ratifiée par la Belgique le 3 octobre 1983;

Vu les Conférences ministérielles pour la protection des forêts en Europe (MCPFE);

Vu le Plan d'action pour une production, une consommation et une industrie durables de la Commission européenne du 16 juillet 2008;

Vu le Plan d'action pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLÉGT) de la Commission européenne du 21 mai 2003 et le Règlement (EU) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché;

Vu la politique fédérale d'achat visant à promouvoir les produits à base de bois issus de forêts gérées de manière durable dans le but de stimuler la demande et de remplir une fonction d'exemple vis-à-vis de la société;

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, article 6;

Vu l'accord-cadre du 8 avril 2009 visant à augmenter l'offre de produits respectueux de l'environnement dans le secteur de la distribution pour la période 2009-2012, conclu entre le Ministre du Climat et de l'Energie, Paul Magnette, la fédération belge de la distribution (FEDIS), l'« Unie van Zelfstandige Ondernemers (Unizo) » et l'Union des classes moyennes (UCM);

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2011/24064]

Sectoraal akkoord van 1 maart 2011 ter verhoging van het aandeel houtproducten uit duurzaam beheerde bossen

Gelet op het proces van Marrakech voor Duurzame Productie- en Consumentiepatronen onder leiding van het UNEP (Milieuprogramma van de Verenigde Naties);

Gelet op het Verdrag inzake Biologische Diversiteit, door België geratificeerd op 22 november 1996, en de Europese doelstelling om het verlies aan biodiversiteit te stoppen tegen 2010;

Gelet op de Conventie inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantensoorten (CITES), door België geratificeerd op 3 oktober 1983;

Gelet op de Ministeriële Conferenties voor de Bescherming van Bossen in Europa (MCPFE);

Gelet op het Actieplan inzake Duurzame Productie en Consumptie en Duurzaam Industriebeleid van de Europese Commissie van 16 juli 2008;

Gelet op het Actieplan inzake Wetshandhaving, Governance en Handel in de bosbouw (FLÉGT) van de Europese Commissie van 21 mei 2003 en verordening (EU) nr. 995/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 20 oktober 2010 tot vaststelling van de verplichtingen van marktdeelnemers die hout en houtproducten op de markt brengen;

Gelet op het federale aankoopbeleid ter promotie van houtproducten uit duurzaam beheerde bossen teneinde de vraagzijde te stimuleren en een voorbeeldfunctie te vervullen naar de maatschappij;

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, artikel 6;

Gelet op de kaderovereenkomst van 8 april 2009 om het aandeel milieuvriendelijke producten in de distributiesector te verhogen voor de periode 2009-2012, ondertekend door de Minister van Klimaat en Energie, Paul Magnette, en de Belgische federatie van de distributie (FEDIS), de Unie van Zelfstandige Ondernemers (UNIZO) en de « Union des Classes moyennes (UCM) »;

Vu la publication du projet d'accord sectoriel au *Moniteur belge* du 20 décembre 2010, annoncée dans deux quotidiens d'expression française (*Le Soir* et *La Dernière Heure*), deux quotidiens d'expression néerlandaise (*Het Laatste Nieuws* et *De Standaard*) et un quotidien d'expression allemande (*Grenz-Echo*) ainsi que sur le portail fédéral de la Direction générale Environnement du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;

Vu la communication du projet d'accord au Conseil fédéral du Développement durable, au Conseil supérieur de la Santé, au Conseil de la Consommation et au Conseil central de l'Economie;

Vu la communication du projet d'accord sectoriel à la Chambre des représentants ainsi qu'au Gouvernement wallon, au Gouvernement flamand et au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil fédéral du développement durable du 24 septembre 2010, l'avis du Conseil Central de l'Economie du 15 septembre 2010 et l'avis du Conseil Supérieur de la Santé du 8 juillet 2010 émis à l'égard du présent accord;

Vu la notification du projet d'accord à la Commission européenne le 11 août 2010;

Vu les résultats de la consultation publique concernant le présent accord du 20 décembre 2010 jusqu'au 24 janvier 2011;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de Comeos du présent accord le 22 mars 2010;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de la Fédération belge du Commerce d'Importation de Bois du présent accord le 28 janvier 2010;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de l'Union Nationale des Entreprises du Bois du présent accord le 6 mai 2010;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de la Fédération nationale des Scieries du présent accord en juin 2010;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de la Fédération belge de l'Industrie textile, du Bois et de l'Ameublement du présent accord le 23 février 2011;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de Bouwunie du présent accord;

Vu l'approbation par le Conseil d'Administration de la Confédération Construction du présent accord le 28 avril 2010;

Considérant qu'il convient de modifier les modes de production et de consommation afin de réduire le plus possible leur incidence sur l'environnement;

Considérant que l'accord-cadre du 8 avril 2009 a pour objet de faire basculer progressivement l'ensemble du marché vers des produits respectueux de l'environnement;

Considérant que, dans ce cadre, il est nécessaire de sensibiliser notamment les producteurs, les importateurs et distributeurs de produits à base de bois à leurs responsabilités, vu l'impact écologique et social de ces produits, et d'encourager la production, l'importation et la distribution à favoriser une gestion durable des forêts;

Considérant que les parties signataires au présent accord souhaitent non seulement améliorer la performance environnementale des produits mis sur le marché, en particulier les produits à base de bois, en prenant en considération les efforts fournis par les producteurs, les importateurs et les distributeurs mais également augmenter et diversifier la part des produits à base de bois issus de forêts gérées de manière durable;

Considérant que les dispositions dans les articles 8 et 14 ne concernent que la part de bois scié de conifères, de bois scié de feuillus tropicaux, de bois scié de feuillus tempérés et de panneaux issus de forêts gérées de manière durable mis sur le marché belge;

Considérant que le bois est en soi une matière première renouvelable, s'il est issu de forêts gérées de manière durable, et qu'il est nécessaire de continuer à encourager l'utilisation de cette matière première;

Considérant que des initiatives publiques et privées existent pour contrôler la provenance des produits à base de bois, et que la transparence des principes et critères, de même qu'un contrôle indépendant, contribuent à la crédibilité de ces systèmes;

Considérant que les parties signataires souhaitent sensibiliser leurs membres et le consommateur à l'importance d'une gestion durable des forêts et d'une certification des produits à base de bois par rapport à une gestion durable des forêts;

Gelet op de publicatie van het ontwerp van sectoraal akkoord in het *Belgisch Staatsblad* van 20 december 2010, bekendgemaakt in twee Franstalige dagbladen (*Le Soir* en *La Dernière Heure*), twee Nederlandstalige dagbladen (*Het Laatste Nieuws* en *De Standaard*) en één Duitstalig dagblad (*Grenz-Echo*) evenals op de website van het Directoraat-generaal Leefmilieu van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

Gelet op de bekendmaking van het ontwerp van akkoord aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, de Hoge Gezondheidsraad, de Raad voor het Verbruik en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op de bekendmaking van het ontwerp van sectoraal akkoord aan de Kamer van volksvertegenwoordigers evenals aan de Waalse regering, de Vlaamse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling van 24 september 2010, het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven van 15 september 2010 en het advies van de Hoge Gezondheidsraad van 8 juli 2010 die geformuleerd zijn ten aanzien van het ontwerp van sectoraal akkoord;

Gelet op de kennisgeving van het ontwerp van akkoord aan de Europese Commissie op 11 augustus 2010;

Gelet op resultaten van de publieke consultatie met betrekking tot het sectoraal akkoord van 20 december 2010 tot 24 januari 2011;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van Comeos op 22 maart 2010;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van de Belgische Federatie van de Houtinvoerhandel op 28 januari 2010;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van de Nationale Unie Houtsector op 6 mei 2010;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van de Nationale Federatie der Zagerijen in juni 2010;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van Belgische Federatie van de Textiel-, Hout- en Meubelindustrie op 23 februari 2011;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van Bouwunie;

Gelet op de goedkeuring van onderliggend akkoord door de Raad van Bestuur van de Confederatie Bouw op 28 april 2010;

Overwegende dat het nodig is om de productie- en consumptiepatronen te wijzigen teneinde hun impact op het milieu zoveel mogelijk te beperken;

Overwegende dat de kaderovereenkomst van 8 april 2009 tot doel heeft de volledige markt geleidelijk aan te doen overhellen naar milieuvriendelijke producten;

Overwegende dat het in het kader daarvan nodig is om onder meer, producenten, importeurs en verdelers van houtproducten bewust te maken van hun verantwoordelijkheden, gezien de ecologische en sociale impact van deze producten, en de productie, invoer en distributie aan te moedigen een duurzaam beheer van bossen na te streven;

Overwegende dat de ondertekende partijen van onderliggend akkoord de milieuprestaties van de op de markt gebrachte producten, in het bijzonder houtproducten, willen verbeteren, en daarbij rekening houden met de inspanningen van producenten, importeurs en verdelers, en het aandeel houtproducten uit duurzaam beheerde bossen willen verhogen en diversifiëren;

Overwegende dat de bepalingen in artikelen 8 en 14 enkel betrekking hebben op het aandeel gezaagd naaldhout, gezaagd tropisch loofhout, gezaagd gematigd loofhout en plaatmateriaal uit duurzaam beheerde bossen op de Belgische markt;

Overwegende dat hout in se een hernieuwbare grondstof is, indien het afkomstig is uit duurzaam beheerde bossen, en dat het nodig is het gebruik van deze grondstof verder aan te moedigen;

Overwegende dat er publieke en private initiatieven zijn om de herkomst van houtproducten te controleren, en dat transparantie van principes en criteria en onafhankelijke controle bijdragen tot de geloofwaardigheid van deze systemen;

Overwegende dat de partijen hun leden en de consument willen sensibiliseren voor het belang van duurzaam bosbeheer en duurzaam gecertificeerde houtproducten;

Les parties signataires conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — *Objet*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent accord est un accord sectoriel au sens de l'article 6 de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

§ 2. L'objet du présent accord est de déterminer les obligations des parties signataires en vue :

- d'augmenter la part des produits à base de bois issus de forêts gérées de manière durable sur le marché belge;

- de sensibiliser les membres des parties signataires et le consommateur au fait que le bois est une matière première renouvelable, s'il est issu de forêts gérées de manière durable, et à l'importance d'une certification de gestion durable des forêts, comme défini à l'article 8, § 2, du présent accord.

Section 2. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent accord, l'on entend par :

1° produits à base de bois : produits fabriqués à partir de bois scié de conifères, de bois scié de feuillus tropicaux, de bois scié de feuillus tempérés et de panneaux (1);

2° gestion durable des forêts : une gestion des forêts qui maintient leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et mondial et qui ne cause pas de préjudices à d'autres écosystèmes (2);

3° produits à base de bois issus d'une production légale : produits à base de bois (art. 2, 1°) fabriqués à partir de bois abattu légalement conformément à la législation écologique et socio-économique nationale applicable dans le pays d'origine;

4° Comité d'accompagnement : Comité d'accompagnement mixte (public/privé) composé paritairement d'au moins deux membres de l'autorité publique dont un représentant du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et un représentant du SPF Economie, et d'un représentant de chacune des parties signataires;

5° Direction générale Environnement : Direction générale Environnement du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

CHAPITRE II. — *Engagements*

Section 1^{re}. — *Engagement collectifs*

Art. 3. Les parties signataires organisent conjointement, pendant toute la durée du présent accord, une communication régulière visant à informer et sensibiliser le consommateur à la gestion durable des forêts et à l'importance d'une certification de gestion durable des forêts, comme défini à l'article 8, § 2. Cette communication est préparée au sein du Comité d'accompagnement qui, pour cet aspect, peut être élargi aux représentants des consommateurs et des acteurs pertinents à la société civile. Le Comité d'accompagnement définit les moyens et le plan de communication les plus appropriés.

Art. 4. Les parties signataires organisent conjointement, pendant la durée du présent accord, des formations à l'intention de leurs membres en vue de garantir la bonne exécution de l'accord. Ces formations seront préparées au sein du Comité d'accompagnement.

Art. 5. Les parties signataires organisent des campagnes d'information pour convaincre leurs membres et le consommateur de l'importance d'une certification de gestion durable des forêts afin de promouvoir la gestion durable des forêts et l'utilisation de matières premières certifiées.

Art. 6. Les parties signataires ne détournent ni le contenu, ni l'esprit du présent accord lors de toute communication au public.

Komen de ondertekende partijen wat volgt overeen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — *Voorwerp*

Artikel 1. § 1. Het voorliggend akkoord is een sectoraal akkoord zoals gedefinieerd in artikel 6 van de wet van 21 december 1988 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

§ 2. Dit akkoord heeft tot doel de verbintenissen van de ondertekende partijen te bepalen teneinde :

- het aandeel houtproducten uit duurzaam beheerde bossen op de Belgische markt te verhogen;

- de leden van de ondertekenende partijen en de consument te sensibiliseren voor hout als hernieuwbare grondstof indien het afkomstig is uit duurzaam beheerde bossen, en voor het belang van duurzame boscertificering, zoals bepaald in artikel 8, § 2, van dit akkoord.

Afdeling 2. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit akkoord wordt verstaan onder :

1° houtproducten : producten vervaardigd uit gezaagd naaldhout, gezaagd tropisch loofhout, gezaagd gematigd loofhout en plaatmateriaal (1);

2° duurzaam beheerde bossen : bossen onder beheer dat de biodiversiteit, productiviteit, regeneratie en vitaliteit behoudt en het potentieel heeft om, nu en in de toekomst, relevante ecologische, economische en sociale functies, op lokaal, nationaal en globaal niveau te vervullen en geen schade berokkent aan andere ecosystemen (2);

3° legaal geproduceerde houtproducten : houtproducten (art. 2, 1°), die vervaardigd zijn van legaal gekapt hout in overeenstemming met de toepasselijke ecologische en socio-economische nationale wetgeving in het land van oorsprong;

4° Begeleidingscomité : gemengd Begeleidingscomité (openbare en private sector) paritair samengesteld uit minstens twee leden van de overheid waaronder een vertegenwoordiger van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, een vertegenwoordiger van de FOD Economie en een vertegenwoordiger van elk van de ondertekenende partijen;

5° Directoraat-generaal Leefmilieu : Directoraat-generaal Leefmilieu van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *Verbintenissen*

Afdeling 1. — *Gezamenlijke verbintenissen*

Art. 3. De ondertekende partijen staan voor de volledige geldigheidsduur van dit akkoord in voor een regelmatige, gezamenlijke communicatie teneinde de consument te informeren over en te sensibiliseren voor duurzaam bosbeheer en het belang van duurzame boscertificering, zoals bepaald in artikel 8, § 2. Deze communicatie wordt voorbereid binnen het begeleidingscomité dat, voor dit aspect, uitgebreid kan worden tot de vertegenwoordigers van de verbruikers en relevante actoren van het maatschappelijk middenveld. Het Begeleidingscomité definieert de meest gepaste middelen en het meest gepaste communicatieplan.

Art. 4. De ondertekende partijen organiseren samen, gedurende de looptijd van dit akkoord, opleidingen voor hun leden teneinde de goede uitvoering van dit akkoord te verzekeren. Deze opleidingen zullen binnen het Begeleidingscomité worden voorbereid.

Art. 5. De ondertekende partijen organiseren informatiecampagnes om hun leden en de consument te overtuigen van het belang van duurzame boscertificering teneinde duurzaam bosbeheer en het gebruik van gecertificeerde grondstoffen te promoten.

Art. 6. De ondertekende partijen zullen in mededelingen aan het publiek noch de inhoud noch de geest van dit akkoord verdraaien.

Section 2. — Engagements des parties signataires, à l'exception de l'Etat fédéral

Art. 7. A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les membres des parties signataires s'engagent à mettre sur le marché des produits à base de bois issus d'une production légale, comme défini dans le cadre du présent accord, et mettront tout en œuvre pour démontrer que ces produits à base de bois, ainsi que leurs matières premières, sont d'origine légale.

En aucun cas, les membres des parties signataires ne mettront sur le marché des produits à base de bois fabriqués à partir d'espèces de bois reprises de l'Annexe 1^{re} de la Convention CITES et, pour les autres espèces de bois, ils respecteront scrupuleusement la Convention CITES.

Art. 8. § 1^{er}. La part (3) de bois scié de conifères, de bois scié de feuillus tropicaux, de bois scié de feuillus tempérés et de panneaux issus de forêts gérées de manière durable mis sur le marché par les membres des parties signataires sera augmentée dans les proportions et dans les délais suivants :

- 1) D'ici le 31 décembre 2012 :
- au moins 23,25 % proviendra de forêts gérées de manière durable;
- 2) D'ici le 31 décembre 2015 :
- au moins 29,25 % proviendra de forêts gérées de manière durable;
- 3) D'ici le 31 décembre 2018 :
- au moins 35 % proviendra de forêts gérées de manière durable.

§ 2. Pour démontrer que des produits à base de bois proviennent de forêts exploitées durablement, comme défini dans l'article 2, § 2 ci-dessus, ces produits doivent, dans le cadre du présent accord, disposer :

o d'une certification de gestion durable des forêts reconnue par l'autorité fédérale dans le cadre de la politique fédérale d'achat de produits à base de bois issus d'une production durable.

Ou

o d'une certification ou d'un brevet équivalent de gestion durable des forêts reposant sur des principes et des critères admis au niveau international (p. ex. critères MCPFE (4) et/ou ITTO (5)). Ces principes et ces critères doivent être publiquement disponibles et soumis à un contrôle périodique indépendant. Ces systèmes de certification doivent être communiqués à la Direction générale Environnement avant l'étude de marché.

Art. 9. Les parties signataires s'engagent à promouvoir activement, parmi leurs membres affiliés, la certification de gestion durable des forêts, définie à l'article 8, § 2, et le contrôle de la chaîne de production.

Section 3. — Engagements de l'Etat fédéral

Art. 10. Afin de garantir la bonne exécution des formations, mentionnées à l'article 4, l'Etat fédéral prévoira une assistance technique.

Art. 11. Pour le financement des campagnes d'information visées à l'article 5, l'Etat fédéral dégagera chaque année des moyens budgétaires suffisants.

Art. 12. L'Etat fédéral publie sur le portail fédéral de la Direction générale de l'Environnement le texte du présent accord, à la date de son entrée en vigueur, ainsi que les résultats de sa mise en œuvre, à la fin de chaque période de trois ans.

CHAPITRE III. — Modalités de contrôle et de rapportage

Art. 13. L'exécution et la mise en œuvre du présent accord seront évaluées annuellement au sein du Comité d'accompagnement. Le Comité d'accompagnement, pour ce qui relève de cet aspect, peut être élargi aux représentants des acteurs pertinents de la société civile.

Art. 14. Les parties signataires apportent leur concours à une étude de marché, financée par l'Etat fédéral, qui sera réalisée en vue du suivi de la progression des engagements résultant des articles 7 et 8 et dont les résultats seront disponibles 6 mois après chaque délai mentionné à l'article 8, § 1^{er}. L'étude recensera la part de bois scié de conifères, de bois scié de feuillus tropicaux, de bois scié de feuillus tempérés et de panneaux issus de forêts gérées de manière durable, mis sur le marché belge. Les parties signataires seront consultées lors de la rédaction du cahier des charges relatif à cette étude de marché, dont la méthodologie sera semblable à celle appliquée dans l'étude de marché, faite par Probos en 2009 (6).

Afdeling 2. — Verbintenissen van de ondertekenaars, met uitzondering van de federale Staat

Art. 7. Vanaf de inwerkingtreding van onderliggend akkoord verbinden de leden van de ondertekenende partijen zich tot het op de markt plaatsen van legaal geproduceerde houtproducten, zoals gedefinieerd in het kader van dit akkoord, en zullen ze alles in het werk stellen om aan te tonen dat deze houtproducten, en de grondstoffen ervan, van legale oorsprong zijn.

In geen geval zullen de leden van de ondertekenende partijen, houtproducten op de markt plaatsen, vervaardigd uit houtsoorten opgenomen in Appendix 1 bij de CITES-conventie, en zal voor andere houtsoorten de CITES-conventie zorgvuldig nageleefd worden.

Art. 8. § 1. Het aandeel (3) van de door de leden van de ondertekenende partijen op de markt geplaatst gezaagd naalddhout, gezaagd tropisch loofhout, gezaagd gematigd loofhout en plaatmateriaal uit duurzaam beheerde bossen wordt in de volgende verhoudingen en binnen de volgende termijnen verhoogd :

- 1) Tegen 31 december 2012 :
- minstens 23,25 % zal afkomstig zijn uit duurzaam beheerde bossen;
- 2) Tegen 31 december 2015 :
- minstens 29,25 % zal afkomstig zijn uit duurzaam beheerde bossen;
- 3) Tegen 31 december 2018 :
- minstens 35 % zal afkomstig zijn uit duurzaam beheerde bossen.

§ 2. Om aan te tonen dat houtproducten afkomstig zijn uit duurzaam beheerde bossen, zoals gedefinieerd in artikel 2, § 2 hierboven, dienen de houtproducten, in het kader van dit akkoord, te beschikken over :

o een door de federale overheid erkende certificatie voor duurzaam bosbeheer in het kader van het federale aankoopbeleid voor duurzame houtproducten

Of

o een certificatie of gelijkwaardig voor duurzaam beheerde bossen, gebaseerd op internationaal geaccepteerde principes en criteria (o.a. MCPFE (4) - en/of ITTO (5) -criteria). Deze principes en criteria moeten publiek beschikbaar zijn en onderworpen worden aan een periodieke onafhankelijke controle. Deze certificatiesystemen moeten kenbaar gemaakt worden aan het Directoraat-generaal Leefmilieu, voorafgaand aan het marktonderzoek.

Art. 9. De ondertekenende partijen engageren zich om duurzame boscertificering, zoals bepaald in artikel 8, § 2, en ketencontrole actief te promoten onder hun aangesloten leden.

Afdeling 3. — Verbintenissen van de federale Staat

Art. 10. Teneinde de goede uitvoering van de opleidingen, vermeld in artikel 4, te verzekeren, zal de federale Staat technische ondersteuning voorzien.

Art. 11. Voor de financiering van de informatiecampagnes, bedoeld in artikel 5, zal de federale Staat jaarlijks voldoende budgettaire middelen vrijmaken.

Art. 12. De federale Staat publiceert op de website van het Directoraat-generaal Leefmilieu de tekst van dit akkoord, op de datum van de inwerkingtreding ervan, evenals de resultaten van de uitvoering ervan, op het einde van elke periode van drie jaar.

HOOFDSTUK III. — Modaliteiten inzake controle en rapportage

Art. 13. De uitvoering en de inwerkingstelling van dit akkoord zullen jaarlijks binnen het Begeleidingscomité worden geëvalueerd. Het Begeleidingscomité kan, voor dit aspect, uitgebreid worden tot de vertegenwoordigers van de relevante actoren van het maatschappelijk middenveld.

Art. 14. De ondertekenende partijen verlenen hun medewerking aan een marktonderzoek, gefinancierd door de federale Staat, dat zal uitgevoerd worden om de vooruitgang met betrekking tot de verbintenissen uit artikelen 7 en 8 op te volgen en waarvan de resultaten beschikbaar zullen zijn 6 maanden na elke termijn vermeld in artikel 8, § 1. Het onderzoek zal het aandeel gezaagd naalddhout, gezaagd tropisch loofhout, gezaagd gematigd loofhout en plaatmateriaal uit duurzaam beheerde bossen in kaart brengen dat op de Belgische markt geplaatst werd. De ondertekenende partijen zullen geconsulteerd worden bij de opmaak van het bestek voor dit marktonderzoek, waarvan de methodologie gelijkaardig zal zijn aan deze toegepast in het marktonderzoek, uitgevoerd door Probos in 2009 (6).

Les parties signataires communiquent chaque année à la Direction générale Environnement un rapport validant les résultats de l'étude de marché mentionnée dans le présent article.

Art. 15. Les parties signataires remettent chaque année à la Direction générale Environnement un rapport des activités entreprises en matière de promotion de la certification de gestion durable des forêts et du contrôle de la chaîne de production. Le Comité d'accompagnement débattera de ces rapports et formulera des recommandations pour améliorer l'efficacité et la cohérence des actions. Le Comité d'accompagnement, pour ce qui relève de cet aspect, peut être élargi aux représentants des acteurs pertinents de la société civile.

Art. 16. En cas de non-respect des engagements fixés aux articles 7 et 8, constaté par l'Etat fédéral et suivi d'une notification par lettre recommandée aux parties signataires, ces dernières introduisent conjointement un plan de remise à niveau auprès de la Direction générale Environnement dans un délai de deux mois à dater de la signification du constat de non-atteinte des objectifs.

Si la Direction générale Environnement refuse ce plan, elle convoque les autres parties signataires par lettre recommandée, en mentionnant les motifs du refus, afin d'obtenir un consensus sur un plan de remise à niveau.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Section 1^{re}. — Durée de l'accord

Art. 17. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} mars 2011 et prend fin le 31 décembre 2018.

Art. 18. Le présent accord peut être résilié par l'une des parties, moyennant un préavis de six mois et avec mention du motif.

La résiliation est notifiée, sous peine de nullité, par lettre recommandée adressée à tous les signataires de l'accord.

Le délai de préavis commence à courir le premier jour du mois qui suit la signification.

Section 2. — Modifications

Art. 19. Le présent accord peut être modifié moyennant l'accord de toutes les parties et le respect de l'article 6 de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de consommation durable et la protection de l'environnement et de la santé.

Art. 20. Toute modification de la réglementation européenne à laquelle se réfère le présent accord est réputée modifier automatiquement le présent accord.

Art. 21. Toutefois, si une des parties estime qu'une telle modification est susceptible d'entraîner une modification des obligations prévues dans le présent accord, qui est contraire aux intérêts qu'elle poursuit, elle peut inviter les autres parties à procéder à une évaluation commune des conséquences de ladite modification et de la nécessité de modifier le présent accord.

Section 3. — Clause de compétence

Art. 22. Tout litige relatif à l'interprétation, à la validité, à l'exécution ou à la rupture du présent accord sera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent accord remplace toutes les versions précédentes de l'accord sectoriel visant à augmenter l'offre de produits à base de bois provenant de forêts exploitées durablement.

Art. 24. L'accord est conclu à Bruxelles le 1^{er} mars 2011 et signé par les représentants de chaque partie.

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'accord.

Entre :

1° l'Etat fédéral, représenté par M. Paul Magnette, Ministre du Climat et de l'Energie;

Et :

2° la Fédération belge du Commerce et des Services (COMEOS), représentée par M. Dominique Michel, administrateur délégué;

3° la Fédération belge du Commerce d'Importation de Bois, représentée par Mme. Heidi Carpentier, présidente;

De ondertekenende partijen bezorgen het Directoraat-generaal Leefmilieu een verslag ter bevestiging van de resultaten van de marktstudie vermeld in dit artikel.

Art. 15. De ondertekenende partijen bezorgen het Directoraat-generaal Leefmilieu elk jaar een verslag van de ondernomen activiteiten inzake promotie van duurzame boscertificering en ketencontrole. Het Begeleidingscomité zal deze verslagen bespreken en aanbevelingen formuleren om de efficiëntie van de acties en de coherentie te verbeteren. Het Begeleidingscomité kan, voor dit aspect, uitgebreid worden tot de vertegenwoordigers van de relevante actoren van het maatschappelijk middenveld.

Art. 16. In het geval de verbintenissen die bepaald zijn in artikelen 7 en 8 niet zouden worden gerespecteerd, en dit door de federale Staat wordt vastgesteld, gevolgd door een kennisgeving via aangetekend schrijven naar de ondertekenende partijen, dan dienen deze laatste samen een plan voor het herstellen van het niveau in bij het Directoraat-generaal Leefmilieu binnen een termijn van twee maanden na de betekening van de vaststelling dat de doelstellingen niet werden bereikt.

Indien het Directoraat-generaal Leefmilieu dit plan weigert, roept zij de andere ondertekenende partijen samen via aangetekend schrijven, met vermelding van de redenen van weigering, om een consensus over een nivelleringsplan te verkrijgen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Duur van het akkoord

Art. 17. Dit akkoord treedt in werking op 1 maart 2011 en eindigt op 31 december 2018.

Art. 18. Dit akkoord kan door een van de partijen opgezegd worden mits een opzegtermijn van zes maanden en mededeling van de reden.

De opzegging wordt op straffe van nietigheid bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan alle ondertekenaars van het akkoord.

De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de betekening.

Afdeling 2. — Wijzigingen

Art. 19. Dit akkoord kan gewijzigd worden met de instemming van alle partijen en met inachtneming van artikel 6 van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

Art. 20. Elke wijziging van de Europese regelgeving waarnaar wordt verwezen in dit akkoord wordt geacht dit akkoord automatisch te wijzigen.

Art. 21. Elke partij kan evenwel, als ze van oordeel is dat een dergelijke wijziging een wijziging van de in dit akkoord voorziene verplichtingen met zich meebrengt, en die strijdig is met de belangen die ze nastreeft, de andere partijen verzoeken om tot een gezamenlijke evaluatie over te gaan van de gevolgen van de voornoemde wijziging en van de noodzaak om dit akkoord te wijzigen.

Afdeling 3. — Bevoegdheidsclausule

Art. 22. Elk geschil betreffende de interpretatie, de geldigheid, de uitvoering of de verbreking van onderhavig akkoord zal onder de uitsluitende bevoegdheid vallen van de rechtbanken van Brussel.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 23. Onderliggend akkoord vervangt alle eerdere versies van het sectoraal akkoord ter verhoging van het aandeel houtproducten op de Belgische markt.

Art. 24. Het akkoord is te Brussel gesloten op 1 maart 2011 en ondertekend door de vertegenwoordigers van elke partij.

Elke partij bericht ontvangst van één exemplaar van het akkoord.

Tussen :

1° de federale Staat, vertegenwoordigd door de heer Paul Magnette, Minister van Klimaat en Energie;

En :

2° de Belgische Federatie voor de Handel en Diensten (COMEOS), vertegenwoordigd door de heer Dominique Michel, gedelegeerd bestuurder;

3° de Belgische Federatie van de Houtinvoerhandel, vertegenwoordigd door Mevr. Heidi Carpentier, voorzitter;

4° l'Union nationale des Entreprises du Bois, représentée par M. François De Meersman, secrétaire général;

5° la Fédération nationale des Scieries, représentée par M. François Ruchenne, secrétaire général;

6° la Fédération belge de l'Industrie textile, du Bois et de l'Ameublement (FEDUSTRIA), représentée par M. Guy Van Steertegem, directeur général adjoint;

7° la Fédération nationale des Négociants en Meubles, représentée par Tom Steenhoudt, Business Operations Manager;

8° Bouwunie Schrijnwerkers en Interieurbouwers, représentée par M. Geert Ramaekers, directeur;

9° la Confédération Construction, représentée par M. Jacques De Meester, président;

10° la Fédération des Négociants en Matériaux de Construction, représentée par M. Marnix Van Hoe, directeur.

Ainsi fait à Bruxelles en deux exemplaires, en langue française et néerlandaise, le 1^{er} mars 2011.

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

L'administrateur délégué de Comeos,
D. MICHEL

Présidente, Fédération belge du Commerce d'Importation de Bois,
Mme H. CARPENTIER

Secrétaire général, l'Union nationale des Entreprises du Bois,
F. DE MEERSMAN

Secrétaire général, Fédération nationale des Scieries,
F. RUCHENNE

Directeur général adjoint, Fedustria,
G. VAN STEERTEGEM

Business Operations Manager,
Fédération nationale des Négociants en Meubles,
T. STEENHOUDT

Directeur, Bouwunie,
G. RAMAEKERS

Président, Confédération Construction,
J. DE MEESTER

Directeur, Fédération des Négociants,
M. VAN HOE

Notes

(1) Les caisses et les plateaux de chargement sont exclus en suivant la méthodologie utilisée dans l'étude Probos (Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009).

(2) Résolution H1 du MCPFE définit la gestion durable des forêts comme « the stewardship and use of forests and forest lands in a way, and at a rate, that maintains their biodiversity, productivity, regeneration capacity, vitality and their potential to fulfill, now and in the future, relevant ecological, economic and social functions, at local, national, and global levels, and that does not cause damage to other ecosystems » (MCPFE resolution H1, Helsinki, 1993)

(3) En date du 31 décembre 2008, « A » est la part des produits à base de bois issus de forêts gérées de manière durable mis sur le marché par les membres des parties signataires par rapport au volume total des produits à base de bois mis sur le marché par les membres des parties signataires au 31 décembre 2008, calculé par Probos (Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009) et s'élève à 15 %. Ce chiffre comprend exclusivement la part des produits à base de bois certifiés FSC et PEFC sur le marché belge en 2008.

(4) MCPFE : The Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe (<http://www.mcpfe.org/>)

(5) ITTO : The International Tropical Timber Organization (<http://www.itto.int/>)

(6) Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009

4° de Nationale Unie Houtsector, vertegenwoordigd door de heer François De Meersman, secretaris-generaal;

5° de Nationale Federatie der Zagerijen, vertegenwoordigd door de heer François Ruchenne, secretaris-generaal;

6° de Belgische Federatie van de Textiel-, Hout- en Meubelindustrie (FEDUSTRIA), vertegenwoordigd door de heer Guy Van Steertegem, adjunct-directeur-generaal;

7° de Nationale Beroepsvereniging van Meubelhandelaars, vertegenwoordigd door de heer Tom Steenhoudt, Business Operation Manager;

8° Bouwunie Schrijnwerkers en Interieurbouwers, vertegenwoordigd door de heer Geert Ramaekers, directeur;

9° de Confederatie Bouw, vertegenwoordigd door de heer Jacques De Meester, voorzitter;

10° de Federatie van de Handelaar in Bouwmaterialen, vertegenwoordigd door de heer Marnix Van Hoe, bestuurder.

Aldus opgesteld te Brussel in twee exemplaren, in de Nederlandse en in de Franse taal, op 1 maart 2011.

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

Gedelegeerd bestuurder, Comeos,
D. MICHEL

Voorzitster, Belgische Federatie van de Hout invoerhandel,
Mevr. H. CARPENTIER

Secretaris-generaal, Nationale Unie Houtsector,
F. DE MEERSMAN

Secretaris-generaal, Nationale Federatie der Zagerijen,
F. RUCHENNE

Adj.-Directeur-generaal, Fedustria,
G. VAN STEERTEGEM

Business Operation Manager,
Nationale Beroepsvereniging van Meubelhandelaars,
T. STEENHOUDT

Directeur, Bouwunie,
G. RAMAEKERS

Voorzitter, Confederatie Bouw,
J. DE MEESTER

Bestuurder, Federatie van de Handelaar in Bouwmaterialen,
M. VAN HOE

Nota's

(1) Kisten en laadborden worden uitgesloten, overeenkomstig de methodologie gehanteerd in de marktstudie van Probos (Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009).

(2) MCPFE Resolutie H1 definieert duurzaam beheerde bossen als « the stewardship and use of forests and forest lands in a way, and at a rate, that maintains their biodiversity, productivity, regeneration capacity, vitality and their potential to fulfill, now and in the future, relevant ecological, economic and social functions, at local, national, and global levels, and that does not cause damage to other ecosystems » (MCPFE resolution H1, Helsinki, 1993)

(3) Het aandeel, op 31 december 2008, van door de leden van de ondertekenende partijen op de markt geplaatste houtproducten uit duurzaam beheerde bossen ten opzichte van het totale volume van door de leden van de ondertekenende partijen op de markt geplaatste houtproducten op 31 december 2008, berekend door Probos (Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009) bedraagt 15 %. Dit cijfer omvat uitsluitend het aandeel FSC en PEFC gecertificeerde houtproducten op de Belgische markt in 2008.

(4) MCPFE : The Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe (<http://www.mcpfe.org/>)

(5) ITTO : The International Tropical Timber Organization (<http://www.itto.int/>)

(6) Gecertificeerd hout op de Belgische markt in 2008, Probos, 2009